

RAPPORT 2013 SUR LES DROITS DE L'HOMME - DJIBOUTI

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Djibouti est une république dotée d'un président élu puissant et d'un pouvoir législatif faible. En 2010, le Parlement a révisé la Constitution pour supprimer la limitation des mandats présidentiels, ce qui a facilité la réélection en avril 2011 du président Ismaïl Omar Guelleh pour un troisième mandat. L'opposition a participé aux élections législatives du 22 février pour la première fois depuis dix ans, mais elle a rejeté le scrutin qu'elle considérait entaché d'erreurs, et des désaccords au sujet des résultats officiels ont provoqué des mois de protestation. Les dirigeants de l'opposition ont boycotté l'Assemblée nationale et formé un parlement parallèle. Des observateurs internationaux de l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Organisation de la coopération islamique et la Ligue arabe ont jugé les élections libres et équitables, mais cette évaluation a été contestée à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur du pays. Les autorités civiles ont maintenu un contrôle efficace des forces de sécurité, mais des membres de ces forces ont commis des violations des droits de l'homme.

Les désaccords au sujet des résultats officiels ont provoqué des mois de protestation par les dirigeants de l'opposition et leurs partisans. L'utilisation de la force excessive par les autorités pour disperser des manifestants a fait de nombreux blessés. Des chefs et des centaines de militants de l'opposition ont été arrêtés et emprisonnés.

Le plus grave problème sur le plan des droits de l'homme a été la restriction par le gouvernement du droit des citoyens de changer de gouvernement ou d'exercer une profonde influence sur ce dernier. Le gouvernement y est parvenu en harcelant, en maltraitant et en mettant en détention ses détracteurs, en refusant à la population l'accès à des sources d'information indépendantes et en limitant la liberté d'expression et de réunion.

Parmi les autres problèmes relatifs aux droits de l'homme figuraient le recours à la force excessive, y compris la torture, des conditions carcérales pénibles, l'arrestation arbitraire et la détention provisoire prolongée, le déni de procès public équitable, l'ingérence dans le droit à la vie privée, les restrictions imposées à la liberté d'association, l'absence de protection pour les réfugiés, la corruption, la discrimination à l'égard des femmes, les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E), la traite des êtres humains, la discrimination à l'égard des personnes handicapées, et le déni par le gouvernement des droits des travailleurs.

L'impunité était un problème. Le gouvernement a rarement pris des mesures pour traduire en justice ou punir les responsables qui avaient commis des violations, qu'ils fassent partie des services de sécurité ou d'autres secteurs du gouvernement.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Il a été fait état de cas où les pouvoirs publics ou leurs représentants auraient commis des exécutions arbitraires ou illégales. La gendarmerie est responsable d'enquêter sur ces exécutions. Le recours à la force excessive par les forces de sécurité, y compris la torture, a provoqué des morts, indique l'Organisation mondiale contre la torture.

Le 20 juin, l'Organisation mondiale contre la torture a signalé l'arrestation et le passage à tabac mortel en juin de Sahal Ali Youssouf par un groupe d'individus qui auraient inclus des policiers. Selon des informations diffusées par des médias sociaux, cinq personnes, dont certaines portaient des uniformes de la police et d'autres étaient en civil, ont arrêté Youssouf près de l'hôtel Djibouti et l'ont fait monter dans un véhicule de police. Des témoins ont affirmé que le même véhicule a déposé Youssouf dans le quartier Carton de Djibouti-ville. Il était vivant, mais dans un état critique. Il aurait succombé à ses blessures quelques heures plus tard à l'hôpital Peltier de la capitale. Des témoins qui ont vu le corps ont dit qu'il avait des marques noires sur la peau et des coupures sur la plante des pieds. La gendarmerie nationale enquêtait sur l'affaire à la fin de l'année.

On ne connaissait pas les résultats de l'enquête officielle sur un incident survenu en 2012 pendant lequel la police a détenu et roué de coups un homme qui a ensuite succombé à ses blessures au commissariat central de la capitale. Selon *La Voix de Djibouti*, un site Internet d'opposition basé en Belgique, la police avait torturé cet homme. Le Bureau du Procureur général et la Commission nationale des droits de l'homme ont déclaré que la police avait emmené la victime, un handicapé mental, pour le mettre en garde à vue à la demande de sa famille.

On ne disposait pas non plus d'informations sur l'enquête sur le meurtre en décembre 2012 d'un manifestant par des membres de l'escadron de gendarmerie mobile à Obock.

b. Disparitions

Aucune disparition pour des motifs politiques n'a été signalée.

c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Bien que la Constitution et la loi interdisent ces pratiques, des membres des forces de sécurité auraient battu et torturé des détenus, dont certains sont morts des suites de leurs blessures (voir la section 1.a.).

Selon l'Observatoire djiboutien pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, une organisation non gouvernementale (ONG) locale, le Service de documentation et de sécurité (SDS) a arrêté Mohamed Daher Robleh en juillet et l'a détenu pendant six jours dans les locaux du SDS sans qu'il puisse prendre contact avec un avocat ou des membres de sa famille. Le SDS l'a convoqué et détenu de nouveau à son quartier général les 11 et 13 juillet. Après sa libération, il a déclaré à l'Observatoire que des agents du SDS l'avaient battu avec des bâtons de bois et de plastique sur les oreilles, la tête, les bras, les jambes et les pieds ; ils avaient menacé de le tuer et l'avaient empêché de dormir pendant plusieurs jours. Selon Robleh, il a été déchu de la nationalité djiboutienne par décret présidentiel en septembre (voir la section 2.d.).

Conditions dans les prisons et les centres de détention

S'il y a eu quelques améliorations ces dernières années, les conditions carcérales sont restées très dures. Ce pays possède une prison centrale – Gabode – dans la capitale et une deuxième prison plus petite à Obock, ainsi qu'un certain nombre de petites prisons supervisées par la police locale ou des gendarmes. Ces prisons font office de cellules de détention provisoire avant le transfert des détenus vers la prison centrale. Des immigrants sans-papiers composaient principalement la population carcérale du centre de rétention administrative de Nagad, qui ne faisait pas partie du système pénitentiaire. Pendant l'année, des cas d'abus et de torture de prisonniers par la police et les gendarmes ont été signalés (voir la section 1.a.).

Conditions matérielles : La prison de Gabode dans la capitale avait une capacité maximum de 350 détenus, mais plus de 550 prisonniers s'y trouvaient souvent, dont environ 30 étaient des femmes. Les conditions de détention des femmes étaient similaires à celles des hommes, bien que leurs locaux soient moins surpeuplés. Il y avait en général moins de 20 prisonniers mineurs. Les autorités permettaient aux jeunes enfants des prisonnières de rester avec leur mère. En raison du manque de place, les autorités ne séparaient pas toujours les prisonniers en détention provisoire des prisonniers condamnés, ni les délinquants violents des délinquants non violents. Les prisonniers politiques étaient séparés du reste de la population carcérale, mais leurs conditions de détention n'étaient pas adéquates.

Les détenus à Gabode avaient un accès adéquat à de l'eau potable et à des sanitaires, et recevaient trois repas par jour, avec de la viande un jour sur deux. Les familles des prisonniers pouvaient leur apporter de la nourriture tous les jours. La prison avait une infirmerie et des médicaments étaient disponibles. Un médecin était disponible le dimanche et le mercredi et quatre autres membres du personnel soignant se trouvaient à la prison. Les prisonniers souffrant de graves problèmes de santé recevaient des soins à l'hôpital public principal de la capitale. Les autorités gardaient les prisonniers gravement malades séparément et séparaient les prisonniers souffrant de maladies contagieuses des prisonniers souffrant d'autres problèmes de santé. Par contre, les prisonniers souffrant de maladies mentales ne recevaient pas de soins adéquats. Il y avait 20 prisonniers séropositifs qui recevaient un traitement d'un centre spécialisé relevant du ministère de la Santé. Lorsque les prisonniers arrivaient, les responsables de la prison procédaient à des analyses et documentaient les problèmes de santé graves. Les conditions dans les prisons où étaient détenus les prisonniers jusqu'à leur libération sans autres formalités ou leur transfert à la prison centrale étaient mauvaises. Les prisons n'avaient aucun système formel pour nourrir ou séparer les prisonniers et ne fournissaient pas de services médicaux.

Les conditions dans le centre de rétention administrative de Nagad étaient mauvaises, même si les détenus avaient accès à de l'eau potable, de la nourriture et des traitements médicaux. Ils étaient pour la plupart expulsés dans les 24 heures suivant leur arrestation. Le centre de Nagad était normalement utilisé pour les prisonniers de guerre et les étrangers en situation irrégulière, mais le gouvernement l'a aussi utilisé comme centre de détention temporaire des civils arrêtés pendant les manifestations politiques. Des policiers et des membres de l'opposition ont signalé qu'un affrontement à Nagad en juin a fait des blessés. Cet incident était survenu après une manifestation pendant laquelle la police a arrêté plus d'une centaine de partisans de l'opposition. Ceux-ci auraient été détenus pendant plus de 10 heures sans nourriture ou eau potable, et la

police aurait utilisé des matraques et des gaz lacrymogènes contre eux. Selon la police, les opposants détenus sont devenus violents après avoir soumis des réclamations déraisonnables.

Administration : La prison possédait des procédures écrites et électroniques pour enregistrer les noms des prisonniers, les empreintes du pouce et les dates de détention et de libération. Les statistiques étaient mises à jour quotidiennement et comprenaient l'âge, le sexe, la nationalité, la situation juridique et le bloc cellulaire d'affectation. Même si la loi prévoit des peines de substitution pour les délinquants non violents, elles n'ont pas été employées. Il n'y avait pas de médiateur pénitentiaire, mais les prisonniers et les détenus pouvaient déposer des plaintes devant les fonctionnaires judiciaires par l'intermédiaire des autorités pénitentiaires pour demander une enquête sur des conditions inhumaines, ce qu'ont fait les autorités dans les cas qu'elles ont jugé crédibles. Les prisonniers et les détenus étaient autorisés à recevoir des visiteurs tous les vendredis après-midi et à pratiquer leur religion quelle qu'elle soit.

Surveillance par des organisations indépendantes : Le gouvernement a autorisé les ambassades étrangères et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à se rendre dans les prisons. Les autorités ont permis aux représentants régionaux du CICR basés à Nairobi de se rendre au centre de rétention administrative de Nagad tous les trimestres et d'y effectuer des visites. Un petit groupe de prisonniers de guerre capturés au cours du conflit frontalier avec l'Érythrée en 2008 a reçu des visites trimestrielles d'employés du CICR.

Améliorations : Le gouvernement a pris des mesures mineures pour améliorer les conditions carcérales, y compris l'acquisition d'un serveur informatique pour tout l'établissement et d'une petite pompe à eau motorisée pour augmenter la capacité de stockage d'eau potable à la prison de Gabode.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La loi interdit les arrestations et les détentions arbitraires ; toutefois, le gouvernement n'a pas respecté ces interdictions.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Les forces de sécurité comprennent la police nationale qui relève du ministère de l'Intérieur, l'armée et la gendarmerie nationale qui relèvent du ministère de la Défense, et la Garde républicaine d'élite affectée à la protection du président. La police nationale est chargée de la sécurité intérieure et du contrôle des frontières. La gendarmerie nationale est chargée de la sécurité extérieure, mais elle remplit aussi certaines fonctions intérieures.

Les forces de sécurité étaient en général efficaces, mais la corruption était un problème dans les trois services, particulièrement dans les grades inférieurs où les soldes étaient basses. La gendarmerie est chargée d'enquêter sur les allégations de mauvaise conduite de la police et le ministère de la Justice est chargé des poursuites judiciaires, mais aucune allégation de mauvaise conduite de la police n'a fait l'objet de procès pendant l'année. L'impunité constituait un sérieux problème.

La police nationale possédait un bureau des droits de l'homme et avait intégré des cours sur les droits de l'homme dans le programme de formation de l'Académie de police.

Procédures d'arrestation et traitement des détenus

La loi exige des mandats d'arrêt et limite la garde à vue des personnes à 48 heures au plus sans mise en examen officielle par un juge d'instruction ; en pratique, toutefois, le gouvernement n'a généralement pas observé les dispositions de la loi, particulièrement dans les régions rurales. Les détenus peuvent être tenus en garde à vue 48 heures de plus avec l'accord préalable du procureur. La loi stipule que les détenus doivent être rapidement informés des charges retenues contre eux, bien que des retards aient été constatés. La loi exige que toutes les personnes, y compris celles accusées de délits politiques ou contre la sécurité nationale, soient jugées dans les huit mois à compter de leur mise en accusation ; toutefois, les autorités n'ont pas respecté ce droit. La loi contient des dispositions permettant la mise en liberté sous caution, mais les autorités y ont rarement eu recours. Les détenus ont le droit d'avoir accès à un avocat de leur choix dans les plus brefs délais, ce qui s'est généralement produit, bien qu'il y ait eu des exceptions. Dans les affaires pénales, l'État fournit des avocats aux détenus qui n'ont pas les moyens d'être représentés par un avocat. Dans les cas de détention illégale, les détenus pouvaient obtenir une ordonnance de libération délivrée par un tribunal, mais pas de dédommagement.

Arrestations arbitraires : Pendant l'année, des représentants des pouvoirs publics ont arrêté arbitrairement des centaines de personnes, y compris des journalistes, des membres de l'opposition, des manifestants et des chefs religieux, souvent sans mandat.

Par exemple, le 23 juin, les forces de sécurité ont arrêté plus d'une centaine de manifestants de l'Union pour le salut national (USN) qui s'étaient rassemblés devant la Cour suprême pour exprimer leur soutien à trois prisonniers politiques condamnés en avril à deux ans de prison pour leur participation à des protestations post-électorales. La plupart des détenus ont été libérés le lendemain matin et les autres dans un délai d'une semaine. Selon certaines informations, un grand nombre des détenus avaient été privés d'eau, de nourriture et de soins médicaux et un grand nombre auraient subi des violences physiques. Les membres de leurs familles et leurs amis qui ont tenté de leur rendre visite auraient été repoussés par la police et leurs biens, y compris des véhicules personnels, ont été confisqués, et rendus par la suite.

Détention provisoire : La longueur de la détention provisoire constituait un problème et près de la moitié de la population carcérale se trouvait en détention provisoire. Aucune statistique n'était disponible et les prisonniers ont souvent attendu le début de leur procès pendant deux ou trois ans, ou même davantage. L'inefficacité judiciaire a contribué à ce problème.

e. Déni de procès public équitable

La Constitution et la loi prévoient l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant ; cependant, le pouvoir judiciaire manquait d'indépendance et était inefficace. Des cas de corruption de membres du judiciaire ont été signalés. Les autorités n'ont souvent pas respecté les dispositions constitutionnelles relatives à un procès équitable.

Procédures applicables au déroulement des procès

Le système juridique repose sur les lois, les décrets émanant du pouvoir exécutif, le droit français codifié adopté à l'indépendance, la loi islamique (la charia) et les traditions nomades.

La loi stipule que l'accusé est innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit prouvée ; toutefois, les procès ne se sont pas déroulés conformément à la présomption d'innocence. En général, les procès ont été publics. Les procès se déroulent devant un juge qui préside et deux juges assesseurs. Le juge bénéficie de l'assistance de trois assesseurs qui n'appartiennent pas à la magistrature mais sont considérés comme ayant des connaissances suffisantes pour comprendre la procédure judiciaire. L'État choisit ces assesseurs parmi les membres du public. Dans les affaires pénales, la cour se compose du juge président de la Cour d'appel, de deux assesseurs non professionnels et de quatre jurés choisis sur les listes électorales. La loi prévoit que les détenus doivent être informés dans les plus brefs délais des charges retenues contre eux. Bien que la loi ne prévoit pas de services gratuits d'interprétation, ceux-ci étaient disponibles. Les détenus ont droit à un accès rapide à un avocat de leur choix. Dans les affaires pénales, l'État fournit des avocats aux détenus qui n'ont pas les moyens d'être représentés par un avocat. Les accusés ont le droit d'être présents, de consulter un avocat en temps opportun, de confronter les témoins à charge et de présenter des témoins et des éléments de preuve à leur décharge. Les autorités ont généralement respecté ces droits. Dans les affaires pénales et civiles, les indigents ont le droit de se faire assister par un avocat, mais cela n'a pas toujours été le cas. Les prévenus ont le droit de faire appel. La loi accorde ces droits à tous les citoyens.

Le droit coutumier a souvent été appliqué dans les cas de règlement de conflits et de dédommagement de victimes. Celui-ci prévoit le versement d'une indemnité à la famille de la victime pour des crimes tels que le meurtre ou le viol. La plupart des parties ont préféré les décisions des tribunaux traditionnels sur des questions délicates telles que le viol, où un consensus pour préserver la paix entre les parties concernées avait plus de valeur que les droits individuels de la victime, qui a souvent subi des pressions de sa famille afin qu'elle respecte les décisions du tribunal traditionnel.

Prisonniers et détenus politiques

Pendant le mois qui a fait suite aux élections législatives de février, selon des sources de l'opposition intérieure et internationale, plus de 40 prisonniers purgeaient des peines encourues à cause de leur engagement politique dans l'opposition au cours de la période électorale. Ces mêmes sources ont estimé que les forces de sécurité détenaient environ 300 personnes dans des installations militaires, qui ont été libérées par la suite, à l'exception de 10 d'entre elles. Ces prisonniers comprenaient les candidats de l'USN Dirir Said Iyeh, Moussa Houssein et Idriss Aden, le directeur des communications de l'USN Maydane Abdallah Okieh, les chefs religieux favorables à l'opposition Abdourahman Souleiman Bachir, Abdourahman Barkat God et Guirreh Meidal Guelleh, et d'autres.

La police a arrêté à plusieurs reprises Daher Ahmed Farah, le porte-parole de l'USN et de fait le véritable chef de l'opposition. Il a notamment été accusé d'« intelligence avec une puissance étrangère », d'« incitation à la violence et de troubles à l'ordre public » et de « s'être soustrait à

un contrôle judiciaire ». Les conditions de détention de Farah et d'autres prisonniers à la prison de Gabode étaient légèrement meilleures que celles du reste de la population carcérale. Ils ont eu le droit de recevoir des visiteurs, y compris d'organisations humanitaires internationales. Le gouvernement a nié l'existence de prisonniers politiques.

Procédures et recours judiciaires au civil

En cas de violation des droits de l'homme, les citoyens avaient le droit de s'adresser par écrit à la Commission nationale des droits de l'homme. Par ailleurs, sur des questions variées, les citoyens pouvaient également solliciter une assistance du Bureau du médiateur, qui a souvent aidé à régler des différends administratifs entre divers services de l'État. De surcroît, les citoyens pouvaient faire appel des décisions auprès de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Le gouvernement n'a pas toujours respecté les décisions et les recommandations de ces instances concernant les droits de l'homme.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

Bien que ces actions soient interdites par la Constitution et par la loi, le gouvernement n'a pas respecté ces interdictions. La loi exige que les autorités obtiennent un mandat de perquisition pour fouiller une propriété privée, mais elles ne l'ont pas toujours fait. Les opposants du gouvernement ont affirmé que celui-ci surveillait leurs communications et leurs domiciles. Les autorités ont également démoli sans procédure équitable des centaines de magasins, échoppes et restaurants illégaux.

Bien que l'appartenance à un parti politique ne soit pas obligatoire pour travailler pour le gouvernement, des fonctionnaires qui ont critiqué le gouvernement en public ont subi des représailles au travail, y compris des suspensions, des révocations et le non-paiement de salaires. Le ministère de l'Éducation a placé une candidate de l'opposition pour les élections législatives de février en stage probatoire peu après le lancement de sa campagne et a muté en dehors de la capitale des enseignants favorables à l'opposition.

Dans le cadre de la campagne « Djibouti ville propre », en août les autorités municipales ont envoyé des bulldozers démolir des centaines de structures commerciales qui avaient été bâties sans permis. Elles ont déployé des policiers dans les quartiers visés pour empêcher le retour des propriétaires d'entreprises illégales.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et la liberté de la presse, à condition que ces libertés respectent les lois et « l'honneur d'autrui ». Le gouvernement n'a pas respecté ces droits. La loi prévoit des peines de prison pour les délits des médias.

Liberté d'expression : Si les particuliers se sont souvent exprimés librement en société, ceux qui critiquaient le gouvernement en public ou en privé pouvaient faire l'objet de représailles. Dans

les mosquées des agents de sécurité en civil contrôlaient le contenu des sermons pendant la prière du vendredi. Selon certaines informations, la police aurait détenu des imams après des sermons qui portaient sur la justice sociale ou politique.

Liberté de la presse : Il n'existait pas de journaux privés ou indépendants dans le pays. Les imprimeries utilisées pour les médias appartenaient à l'État, ce qui créait des obstacles pour ceux qui désiraient publier des critiques concernant le gouvernement. Le journal principal, *La Nation*, avait le monopole de l'actualité nationale.

Le gouvernement autorisait chaque parti politique inscrit à publier un bulletin ou un journal public, bien que l'interdiction de 2007 à l'encontre de l'organe d'information du PRD, *Le Renouveau*, soit restée en vigueur. Le Parti national démocratique d'opposition a publié régulièrement son organe d'information *La République*. D'autres partis ont publié des journaux sporadiquement. Les groupes politiques d'opposition et les militants de la société civile ont fait circuler des bulletins d'information et d'autres documents critiquant le gouvernement.

Le gouvernement était propriétaire de la seule station de radio et chaîne de télévision, gérée par la RTD (Radio Télévision de Djibouti). Les médias officiels n'ont généralement pas critiqué les dirigeants ou la politique du gouvernement, et l'accès de l'opposition aux plages radiotélévisées restait restreint. Des médias étrangers diffusaient dans tout le pays, et des actualités et autres programmes câblés étaient diffusés par satellite.

En 1992, le ministère de la Communication a mis en place une commission pour attribuer des licences aux entités non gouvernementales désireuses de gérer des médias. En 2012, la commission a accepté sa première demande de licence, mais le dossier était encore à l'étude à la fin de l'année et aucune autre licence n'avait été délivrée.

Violence et harcèlement : Le gouvernement a arrêté et harcelé des journalistes.

Par exemple, le 19 mai, les autorités ont arrêté et détenu Maydaneh Abdallah Okieh, un membre de l'USN et journaliste de *La Voix de Djibouti*, pour outrage à un officier de police. Le 28 mai, il a été condamné à 45 jours de prison et 200 000 francs-Djibouti (1 130 dollars É-U) d'amende pour avoir posté sur son compte Facebook des photos de la police en train de disperser une manifestation de l'opposition ; il a également été condamné à payer deux millions de francs-Djibouti (11 300 dollars É-U) de dommages et intérêts. Pendant la procédure d'appel en juin, le tribunal a prolongé la peine d'Okieh à cinq mois de prison. Après les protestations électorales de la fin février, Okieh a passé 45 jours en prison après avoir été accusé d'incitation à la violence, de troubles à l'ordre public et de participation à une manifestation illégale. Lorsqu'il était en détention, la police l'aurait frappé sur les mains et le visage. L'ONG internationale Reporters sans frontières (RSF) a décrit le cas d'Okieh « comme une forme d'acharnement des autorités contre les critiques, qu'ils soient journalistes, collaborateurs de médias, utilisateurs des réseaux sociaux ou militants de l'opposition ». Okieh a été libéré en octobre.

Houssein Ahmed Farah, un militant de l'opposition et journaliste qui avait été libéré de prison en novembre 2012 après avoir été détenu sans inculpation pendant trois mois, a de nouveau été arrêté et emprisonné plusieurs fois pendant l'année, indique Reporters sans frontières. De

nouveau arrêté le 2 juillet pour « s'être soustrait à un contrôle judiciaire », il a été libéré le 14 août. Reporters sans frontières a qualifié le processus juridique dans l'affaire Farah de politiquement motivé, arbitraire et injuste.

Censure ou restrictions sur le contenu : Les lois nationales sur les médias et la diffamation ainsi que le harcèlement et la détention de journalistes par les pouvoirs publics ont entraîné une autocensure généralisée.

Lois sur la diffamation/raison d'État : Le gouvernement a invoqué la raison d'État pour réprimer les critiques et il a arrêté, détenu et emprisonné des journalistes pendant l'année.

La publication d'un nouveau journal exige l'obtention d'une autorisation de la Commission de la communication qui doit être approuvée par la Sécurité nationale après une enquête.

Liberté de l'usage de l'Internet

Les pouvoirs publics ont imposé peu de restrictions à l'accès à l'Internet ; toutefois, ils ont surveillé de près les réseaux sociaux pour s'assurer qu'il n'y avait pas de manifestations prévues, ni d'opinions trop critiques à l'encontre du gouvernement. Par exemple, après les élections législatives du 22 février, les Djiboutiens dont les profils sur Facebook étaient personnellement identifiables et qui postaient des messages contre le gouvernement ou pour l'opposition sur ce site ont reçu des visites de policiers à leur domicile.

Djibouti Télécom, le fournisseur étatique d'accès Internet, aurait continué à bloquer l'accès aux sites Internet de l'Association pour le respect des droits de l'homme à Djibouti et de *La Voix de Djibouti*, qui ont souvent critiqué le gouvernement. À l'intérieur du pays, il est impossible d'accéder à *La Voix de Djibouti* ; mais RSF a créé un site miroir pour contourner cette censure. Selon les statistiques de l'Union internationale des télécommunications, environ 8 % de la population avait accès à l'Internet.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté d'enseignement ni aux manifestations culturelles et les enseignants ont pu s'exprimer librement et mener des recherches sans restriction, à condition de ne pas enfreindre les lois relatives à la sédition.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion

Bien que la Constitution prévoie la liberté de réunion, les pouvoirs publics ont sévèrement restreint ce droit. Le ministère de l'Intérieur exige une demande de permis pour les réunions pacifiques, mais a refusé des permis à des groupes de l'opposition. En dépit des restrictions, il s'est produit de grands rassemblements de l'opposition pendant toute l'année, ce qui a entraîné l'arrestation et la détention de centaines de manifestants. Le recours à la force excessive par la police pour réprimer les manifestations a fait des blessés.

Par exemple, le 25 février, les forces de sécurité ont arrêté des centaines de manifestants qui s'étaient rassemblés pour protester contre les résultats des élections du 22 février. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et des matraques pour disperser les manifestants et elle a arrêté des centaines d'entre eux qu'elle a détenus au centre de rétention administrative de Nagad.

Les forces de sécurité ont également interrompu des réunions d'opposants dans des domiciles privés et arrêté des dirigeants de partis (voir la section 3).

Liberté d'association

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'association à condition que les groupes communautaires se fassent enregistrer et obtiennent un permis du ministère de l'Intérieur ; toutefois celui-ci n'a pas accédé aux demandes de certains groupes et il a révoqué les permis d'autres pendant l'année. Le gouvernement a harcelé et intimidé des partis d'opposition, des groupes de défense des droits de l'homme et des syndicats (voir les sections 1.c., 3, 5 et 7.a.).

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du Département d'État sur www.state.gov/j/drl/irf/rpt.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La loi prévoit en général la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits.

En général, le gouvernement a coopéré avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance à des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, des réfugiés, des demandeurs d'asile, des apatrides et d'autres personnes en situation préoccupante.

Circulation à l'intérieur du pays : En raison du différend frontalier qui se poursuit avec l'Érythrée, certaines zones du nord sont restées sous contrôle militaire.

Voyages à l'étranger : Des membres de l'opposition ont signalé que des responsables de l'immigration les ont empêchés de prendre des vols internationaux. La Commission nationale des droits de l'homme a fait office de médiateur pour régler ce problème.

Nationalité : En septembre, des sites Internet de l'opposition ont signalé que Mohamed Daher Robleh avait été déchu de la nationalité djiboutienne par décret présidentiel. En juillet, des agents du SDS auraient détenu et torturé Robleh pour ses activités avec l'organisation communautaire musulmane *Association Amal* (voir la section 1.c). Ces sites ont affirmé que ce décret était motivé par des raisons politiques, plutôt que des questions de sécurité.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP)

Comme pendant les années précédentes, la sécheresse continue et la diminution des troupeaux de bétail ont entraîné un exode rural. Un grand nombre des personnes et des familles touchées se sont réinstallées dans un secteur à la périphérie de Djibouti-ville. De nombreuses familles déplacées en 2008 en raison d'un différend frontalier entre Djibouti et l'Érythrée ont continué à vivre dans la région de Khor, au sud de leurs foyers d'origine.

Le gouvernement est passé par l'Office national d'assistance aux réfugiés et sinistrés (ONARS) pour contrôler, évaluer et assister ceux qui demandent le statut de réfugié. Il a autorisé les PDIP à s'adresser à l'ONARS et aux organisations humanitaires internationales et a accepté avec gratitude l'aide d'organisations extérieures.

Protection des réfugiés

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié. Seuls les demandeurs d'asile venant du sud de la Somalie bénéficient d'un statut de réfugié présumé. Toutes les autres demandes d'asile doivent être examinées par la commission nationale d'éligibilité au statut des réfugiés, qui relève du ministère de l'Intérieur et se compose d'effectifs du HCR et de l'ONARS.

Djibouti accueillait environ 22 000 réfugiés et demandeurs d'asile, venus principalement du sud et du centre de la Somalie et de l'Éthiopie.

Pendant l'année, environ 200 Somaliens sont arrivés à Djibouti tous les mois, ce qui représentait une diminution sensible par rapport à 2012 lorsque quelque 400 personnes arrivaient tous les mois. Les nouveaux arrivants venaient du sud et du centre de la Somalie et ont signalé des violences continues et ciblées.

Auparavant, la plupart des nouveaux réfugiés arrivaient au camp d'Ali Addeh, qui avait atteint sa capacité maximum il y a plusieurs années. Pour réduire le surpeuplement, le HCR et l'ONARS ont réouvert un deuxième camp à Holl-Holl en 2012. Un recensement de validation des réfugiés dans les camps existants et dans la ville a identifié ceux qui étaient arrivés après 2009 pour les réinstaller dans le nouveau camp et cette opération s'est poursuivie cette année. Des difficultés d'organisation et le manque de ressources ont empêché l'ONARS et le HCR de fournir des services adéquats aux réfugiés, et notamment d'assurer le traitement rapide de leurs demandes de statut de réfugié.

Le gouvernement a autorisé le HCR à identifier et réinstaller les prisonniers érythréens détenus au centre de rétention administrative de Nagad. En raison du conflit non réglé de 2008 entre Djibouti et l'Érythrée et de la politique de conscription militaire obligatoire du gouvernement érythréen, Djibouti considérait les détenus érythréens comme des déserteurs de l'armée érythréenne plutôt que comme des réfugiés, et les autorités envoyaient ces personnes au centre de rétention administrative de Nagad dans les 24 heures qui suivaient leur arrestation.

Refoulement : Le gouvernement n'a pas systématiquement accordé le statut de réfugié ou l'asile à des groupes autres que les Somaliens du sud, et des retards dans la détermination du statut des

réfugiés ont fait courir aux personnes dont la demande était en attente le risque de se faire expulser vers des pays où ils pourraient faire l'objet de menaces. Il y a eu de temps en temps des cas où les autorités ont renvoyé des migrants dans leur pays d'origine sans avoir bénéficié d'une détermination de leur statut de réfugié. La plupart de ces cas concernaient des ressortissants éthiopiens, que les responsables officiels avaient catégoriquement identifiés comme étant des migrants économiques. Le gouvernement, travaillant avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le CICR, a poursuivi ses efforts pour faire la distinction entre les réfugiés et les immigrants illégaux. Mais le manque de personnel et d'autres ressources a limité le succès de ces efforts, notamment à cause du nombre record de migrants qui passent par Djibouti pour se rendre au Yémen.

Violations des droits des réfugiés : Il n'y avait que trois agents de police et aucun tribunal permanent pour protéger les camps de réfugiés et les communautés avoisinantes ; l'impunité était un problème. Qu'il se soit agi de sévices ou d'agressions commis par d'autres réfugiés, des membres des communautés avoisinantes, des fonctionnaires locaux ou la police, les quelques 22 000 réfugiés des camps n'avaient guère de recours. Le personnel des camps a signalé de nombreuses accusations non corroborées d'abus commis par des fonctionnaires locaux. Les autorités avaient promis d'envoyer un magistrat tous les mois dans le plus grand camp, Ali Addeh, pour statuer sur les affaires en souffrance, mais ces visites ont été sporadiques.

De temps en temps, les pouvoirs publics ont détenu et expulsé un grand nombre de migrants illégaux. Ils ont donné à ces migrants la possibilité de demander le statut de réfugié et ceux qui l'ont fait ont été aiguillés sur la commission nationale d'éligibilité au statut de réfugié pour qu'elle détermine leur statut. Celle-ci ne s'était pas réunie pendant des années. Bien qu'elle ait repris ses activités en août, il y avait un très grand nombre de dossiers en retard concernant des personnes qui risquaient d'être expulsées.

Emploi : Le manque de ressources et d'opportunités d'emploi a limité les possibilités générales d'intégration locale des réfugiés. Les réfugiés munis des papiers requis étaient autorisés à travailler et nombre d'entre eux (particulièrement les femmes) travaillaient dans des emplois à bas salaire tels que le ménage à domicile, la garde d'enfants ou le bâtiment. Il existait peu de recours contre de mauvaises conditions de travail ou pour garantir une rémunération équitable du travail. Les réfugiés avaient accès aux écoles primaires dans les camps où l'instruction se faisait en anglais et en somali. Ils avaient la possibilité de fréquenter une école secondaire publique francophone à l'extérieur des camps, mais s'en prévalaient rarement parce qu'ils ne connaissaient pas la langue. Un nombre limité de places a été offert aux réfugiés dans des écoles techniques publiques où l'enseignement était dispensé en somali.

Accès aux services de base : Le camp d'Ali Addeh était surpeuplé et les services de base tels que l'eau potable y étaient insuffisants. Le camp de Holl-Holl n'était pas surpeuplé et le transfert des réfugiés du camp d'Ali Addeh à celui de Holl-Holl a continué. Pour la première fois, le gouvernement a délivré des actes de naissance aux enfants nés dans les camps de réfugiés pendant l'année.

Protection temporaire : Le gouvernement a protégé temporairement un nombre limité de personnes qui ne répondaient peut-être pas aux critères de définition des réfugiés. Il a

emprisonné des migrants en situation irrégulière identifiés comme des migrants économiques qui tentaient de transiter par Djibouti pour gagner le Yémen et les a refoulés vers leurs pays d'origine. Il a travaillé avec l'OIM pour fournir des services médicaux adéquats à ces migrants en attendant leur expulsion.

Section 3. Respect des droits politiques : le droit des citoyens de changer de gouvernement

La Constitution et la loi octroient aux citoyens le droit de changer pacifiquement de gouvernement, mais le gouvernement a privé de nombreux citoyens de ce droit en réprimant l'opposition et en refusant de permettre à plusieurs groupes de l'opposition de former des partis politiques reconnus légalement. Les structures formelles d'un gouvernement représentatif et des procédures électorales avaient peu de rapport avec la répartition et l'exercice réels du pouvoir.

Élections et participation politique

Élections récentes : Le 22 février, les élections législatives ont donné une faible majorité à la coalition au pouvoir, l'Union pour la majorité présidentielle. Selon les résultats officiels, la coalition d'opposition USN a obtenu 10 sièges sur les 65 que compte l'Assemblée nationale. Bien que ces élections législatives aient été les premières auxquelles participait l'opposition depuis 2003, les partis d'opposition ont affirmé que le scrutin avait été entaché d'irrégularités et qu'il y avait eu des cas de bourrage des urnes et de vote double. Contrairement aux scrutins précédents, le gouvernement n'a pas publié les résultats complets par bureau de vote, ce qui rend crédible l'affirmation de l'opposition selon laquelle l'USN avait obtenu la majorité des voix à Djibouti-ville, où se concentre la plus grande partie de la population du pays. Des policiers et des gendarmes avaient été déployés dans toute la capitale et à l'extérieur de la plupart des bureaux de vote pour vérifier les cartes d'identité et gérer l'entrée des électeurs dans les bureaux de vote. Des observateurs internationaux de l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Organisation de la coopération islamique et la Ligue arabe ont jugé ces élections libres et équitables, mais cette évaluation a été contestée par des ONG locales et internationales.

Des dirigeants et des militants de l'opposition ont continué de contester les résultats du scrutin pendant les mois suivants en utilisant des voies légales et des manifestations illégales dans les rues ; les dirigeants de l'opposition ont boycotté l'Assemblée nationale et formé un parlement parallèle. Le gouvernement a réprimé ces manifestations, arrêté des centaines de militants et lancé des poursuites judiciaires contre un grand nombre de chefs de l'opposition.

Partis politiques : Les autorités ont harcelé et exclu des dirigeants de l'opposition, limité les activités des partis d'opposition et refusé aux groupes de l'opposition des autorisations pour organiser des manifestations (voir la section 2.b). Selon Freedom House, les partis d'opposition ont également été « désavantagés par les règles électorales et l'abus par le gouvernement de l'appareil administratif ».

Par exemple, les 1^{er} et 2 juin, à Balbala Warabaley, les forces de sécurité ont arrêté sept dirigeants et 18 militants de l'opposition pendant des réunions politiques internes qui se tenaient dans des domiciles privés. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient le président de l'USN

Ahmed Youssouf Houmed, le président du Centre des démocrates unifiés Omar Elmi Khaireh et le chef de l'Alliance républicaine pour le développement Ali Mohamed Ali. Le 3 juin, les détenus ont été libérés.

La Cour suprême a rejeté le recours introduit par le Mouvement pour le développement et la liberté concernant le refus du ministère de l'Intérieur d'autoriser ce groupe d'opposition populaire à se constituer en parti politique. Les trois membres les plus en vue de ce groupe – les chefs religieux Abdourahman Souleiman Bachir, Abdourahman Barkat God et Guirreh Meidal Guelleh – ont été emprisonnés après les élections et accusés d'incitation à la violence et de troubles à l'ordre public ainsi que d'avoir participé à une manifestation illégale (voir la section 1.e.).

Participation des femmes et des minorités : Les élections législatives de février ont donné deux sièges de plus à des femmes, ce qui a porté à neuf le nombre des femmes sur les 65 parlementaires qui siègent à l'Assemblée nationale. À la suite du plus récent remaniement ministériel en avril, le gouvernement comptait trois femmes parmi ses 23 membres. Le président de la Cour suprême était une femme (c'est le président de la Cour suprême qui assure l'intérim en cas de décès ou d'empêchement du président de la République).

Le parlement comprenait des membres de tous les clans. Il comptait environ 41 % d'Issas (27 membres), 43 % d'Afars (28 membres) et 16 % de représentants de groupes minoritaires de plus petite taille. La composition de l'Assemblée nationale, élue sur une liste unique, reflétait la volonté d'équilibre souhaitée par la coalition gouvernementale. Le gouvernement était équilibré de façon analogue : il y avait 11 Issas, huit Afars y compris le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères, et quatre membres de groupes minoritaires. Certains Afars ont continué à affirmer qu'ils n'étaient pas aussi bien représentés aux échelons inférieurs de l'État.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption dans la fonction publique, mais le gouvernement n'a pas veillé à la mise en application efficace de ces dispositions, et les fonctionnaires se sont livrés à des actes de corruption en toute impunité. Selon les plus récents Indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale, la corruption au sein du gouvernement était un problème grave. Des cas de corruption dans la fonction publique ont été signalés au cours de l'année.

Corruption : Le gouvernement a pris des mesures disciplinaires internes à l'encontre de hauts fonctionnaires pour corruption, mais il n'y a eu ni poursuites en justice, ni couverture médiatique. Il a poursuivi une initiative lancée en 2012 de pratiquer le roulement des comptables entre les différents services gouvernementaux pour prévenir la corruption. La Cour des comptes, considérée comme l'instance de contrôle financier suprême de l'État, et l'Inspection générale d'État (IGE) étaient chargées de lutter contre la corruption et de procéder à des audits des dépenses publiques pour promouvoir la transparence. La loi exige que la Cour des comptes et l'IGE présentent des rapports annuels, mais toutes deux manquaient de ressources et ces rapports se sont rarement produits. La RTD a continué à diffuser deux fois par semaine en quatre langues des messages d'intérêt public anti-corruption, élaborés en collaboration avec l'IGE.

Protection des lanceurs d'alerte : La loi prévoit que les policiers qui reçoivent des plaintes et des dénonciations doivent en informer le Procureur de la République et ouvrir une enquête ; toutefois, la loi ne protège pas les employés du secteur public ou privé qui lancent ces alertes.

Déclaration de situation financière : Les fonctionnaires n'étaient pas assujettis à des lois de déclaration de situation financière.

Accès du public à l'information : Aucune loi ne donnait au public l'accès aux informations détenues par l'État, mais les textes législatifs étaient à la disposition du public par l'intermédiaire du Journal Officiel en ligne et les Djiboutiens pouvaient déposer des demandes d'information ou de médiation auprès du bureau du médiateur.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Le gouvernement a généralement autorisé quelques groupes locaux de défense des droits de l'homme, qui s'occupaient de questions que les autorités ne jugeaient pas délicates sur le plan politique, à fonctionner sans restriction, à procéder à des enquêtes restreintes et parfois à publier leurs conclusions sur des affaires de droits de l'homme. Des responsables gouvernementaux se sont parfois montrés réceptifs à leurs opinions. Par ailleurs, des responsables gouvernementaux ont coopéré régulièrement avec des ONG locales qui offraient au public des activités de formation et d'éducation au sujet de questions de droits humains comme les droits des femmes. De nombreuses ONG locales avaient des dirigeants qui étaient également des fonctionnaires importants de l'État.

À la suite du décès du militant des droits de l'homme Jean Paul Noël Abdi en mai 2012, un groupe de fonctionnaires de différents ministères a créé l'Observatoire djiboutien pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme (ODDH). À la fin de l'année, le ministère de l'Intérieur n'avait pas encore répondu à la demande de ce groupe d'obtenir le statut d'ONG.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : La Commission nationale des droits de l'homme créée par le gouvernement comprenait des experts techniques et des représentants de la société civile et des syndicats, des groupes religieux, du secteur judiciaire, du bureau du médiateur et de l'Assemblée nationale. La commission s'est réunie régulièrement, a produit un rapport annuel et a épisodiquement émis des avis sur des affaires relevant de sa compétence. Les médias étatiques ont largement couvert les activités de cette commission pendant toute l'année, y compris sa participation à l'Examen périodique universel à l'ONU.

Le médiateur de la République a des responsabilités qui comprennent la médiation entre les pouvoirs publics et les citoyens sur des questions comme les titres fonciers, la délivrance des cartes nationales d'identité et les réclamations de salaires impayés. Il y avait peu de comptes rendus écrits des activités du médiateur et on ne sait pas exactement les mesures qu'il a prises pendant l'année pour promouvoir les droits de l'homme.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La Constitution et la loi interdisent toute discrimination fondée sur la race, le sexe ou la langue, mais le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi de manière efficace. La Constitution ne mentionne pas directement la discrimination fondée sur le handicap, la situation sociale, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Condition féminine

Viol et violence conjugale : La loi prévoit des peines de prison allant jusqu'à 20 ans pour les violeurs, mais ne mentionne pas le viol conjugal. Le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi de manière efficace. D'habitude, la famille de la victime et celle du violeur réglent les affaires de viol de façon informelle. Les viols étaient rarement signalés à la police et aucune statistique fiable n'était disponible.

La violence conjugale à l'encontre des femmes était courante, mais peu de cas étaient signalés aux autorités. Si la loi n'interdit pas spécifiquement la violence conjugale, elle interdit « les actes de torture et barbares » entre époux et stipule des peines allant jusqu'à 20 ans de prison pour les auteurs. Les familles et les clans, plutôt que les tribunaux, ont traité les cas de violences à l'encontre des femmes. La police est rarement intervenue dans des cas de violence conjugale et les médias n'ont signalé que les exemples les plus extrêmes, d'ordinaire ayant entraîné la mort de la victime.

L'Union nationale des femmes djiboutiennes gérait une cellule d'écoute, sans rendez-vous, qui offrait des services aux femmes et aux hommes et les orientait vers les organismes appropriés. Sur les 1 575 personnes aidées en 2012, environ 8 % avaient subi des violences conjugales. Il y avait des cellules d'écoute similaires dans les camps de réfugiés d'Ali Addeh et de Holl-Holl.

Harcèlement sexuel : La loi n'interdit pas le harcèlement sexuel. Aucune statistique n'était disponible, mais selon des informations empiriques ce harcèlement était généralisé, bien que rarement signalé.

Droits génésiques : Le gouvernement a reconnu le droit des citoyens de décider librement et de façon responsable du nombre d'enfants souhaités ainsi que de l'espacement et du calendrier des naissances, et de le faire sans discrimination, coercition ni violence. Les dispensaires relevant du ministère de la Santé opéraient librement pour diffuser des informations sur la planification familiale. Aucune restriction n'était imposée au droit d'accès aux contraceptifs et, selon les estimations du ministère de la Santé en 2012, 22 % des femmes en âge de procréer utilisaient des contraceptifs modernes. Des informations fausses sur les contraceptifs, associées à une préférence culturelle pour les familles nombreuses (entre cinq et huit enfants) ont découragé l'utilisation des contraceptifs, particulièrement dans les zones rurales. De plus, l'absence d'établissements médicaux en dehors de la capitale signifiait qu'il était difficile d'obtenir des contraceptifs.

Le gouvernement fournissait des services d'accouchement et 71 % des naissances se passaient dans un hôpital ou une clinique, indique une étude réalisée en 2012 par le ministère de la Santé. Cette même étude signalait que 88 % des femmes recevaient des soins prénatals appropriés, bien qu'il y ait eu une grande disparité entre les femmes vivant dans la capitale et dans les zones rurales ; 53 % des femmes recevaient des soins postnatals. Selon l'estimation du Fonds des Nations Unies pour la population, le taux de mortalité maternelle en 2011 était de 300 morts sur 100 000 naissances vivantes. Le manque d'établissements hors de la capitale et la pénurie générale de services ont contribué aux mauvais résultats dans le domaine de la santé maternelle.

Discrimination : La Constitution prévoit le traitement égal des citoyens sans distinction de sexe, mais les coutumes et la discrimination sociétale traditionnelle, y compris dans l'éducation, reléguent les femmes à des rôles secondaires dans la vie publique et leur offrent moins de possibilités d'emploi dans le secteur formel. Les femmes n'avaient pas les mêmes droits juridiques que les hommes et la loi n'exige pas un salaire égal pour un travail égal. En vertu de la charia, les hommes héritent plus que les femmes. De nombreuses femmes étaient propriétaires de petites entreprises dont elles assuraient la gestion, bien que ce soit principalement dans le secteur informel, où elles ne bénéficiaient pas des mêmes avantages que dans le secteur formel ni d'un accès égal au crédit. Le gouvernement a continué à encourager le leadership des femmes dans le secteur des petites entreprises, y compris par un accès élargi au microcrédit.

Un décret présidentiel exige que les femmes occupent au moins 20 % de tous les postes de cadres de la fonction publique et le gouvernement a fait respecter cette disposition. Le ministère de la Promotion de la femme et du Planning familial est responsable de la promotion des droits des femmes et il a organisé des activités et des ateliers de sensibilisation pendant l'année pour lutter contre la discrimination.

Enregistrement des naissances : La nationalité d'un enfant provient de celle de ses parents. Le gouvernement a continué à encourager l'enregistrement immédiat des naissances, et la plupart des naissances à Djibouti-ville ont été enregistrées rapidement. Par contre, les naissances dans les zones rurales ont souvent été enregistrées tardivement ou pas du tout. La redevance de 2 000 francs-Djibouti (11,30 dollars É-U) à payer pour enregistrer une naissance a découragé certains parents d'enregistrer la naissance de leurs enfants. Ceux qui n'avaient pas d'acte de naissance pouvaient quand même avoir accès aux services publics, mais les adultes ne pouvaient pas voter sans ce document.

Éducation : L'éducation primaire était obligatoire. La scolarité de l'école primaire et intermédiaire était gratuite, mais d'autres frais pouvaient se révéler prohibitifs pour les familles pauvres. Bien que le système éducatif n'ait pas pratiqué la discrimination à l'égard des filles, les attitudes sociétales ont entraîné des taux de scolarisation plus faibles pour les filles.

Maltraitance des enfants : La maltraitance des enfants existait, mais elle n'a pas souvent été signalée ou fait l'objet de poursuites judiciaires.

Mariages forcés et précoces : Bien que la loi fixe à 18 ans l'âge minimum légal du mariage, elle précise que « le mariage des mineurs qui n'ont pas atteint l'âge de la majorité légale est subordonné au consentement de leurs tuteurs ». Il y a parfois eu des mariages d'enfants dans les

zones rurales, où ils étaient considérés comme une pratique traditionnelle plutôt qu'un problème. Le ministère de la Promotion de la femme et du Planning familial a collaboré avec des associations de femmes dans l'ensemble du pays pour protéger les droits des filles, notamment celui de décider quand se marier et avec qui.

Pratiques traditionnelles néfastes : Selon une estimation de 2012 de l'UNICEF, 78 % des femmes âgées de 15 à 49 ans avaient subi une MGF/E ; en 2006, ce chiffre était 93 %. L'infibulation, qui est la forme la plus extrême de MGF/E, continuait d'être pratiquée, bien que moins fréquemment. La loi rend la MGF/E passible de cinq ans de prison et d'une amende d'un million de francs-Djibouti (5 650 dollars É-U) et les ONG sont autorisées à porter plainte au nom des victimes ; toutefois, le gouvernement n'a condamné personne en application de cette loi. La loi prévoit jusqu'à un an de prison et une amende pouvant atteindre 100 000 francs-Djibouti (565 dollars É-U) pour toute personne accusée d'avoir négligé de signaler aux autorités compétentes une MGF/E réalisée ou prévue ; toutefois, les pouvoirs publics n'ont puni personne au titre de cette loi.

Le gouvernement a poursuivi ses efforts pour mettre fin à la MGF/E en menant une grande campagne d'information nationale, avec l'appui public de la Première dame et d'autres personnalités féminines et en s'adressant aux chefs religieux musulmans. Les médias ont présenté une couverture fréquente et ample des activités organisées pour éduquer le public sur les conséquences néfastes de la MGF/E. Selon des ministères du gouvernement, des ONG et des conversations informelles avec des femmes, les efforts déployés par l'Union des femmes djiboutiennes et d'autres groupes pour éduquer les femmes auraient réussi à réduire le nombre des MGF/E dans la capitale et à changer la façon dont cette pratique est considérée.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi prévoit une peine de trois ans de prison et une amende d'un million de francs-Djibouti (5 650 dollars É-U) pour l'exploitation commerciale des enfants. La loi n'interdit pas spécifiquement les relations sexuelles avec des mineurs ni ne précise l'âge minimum légal du consentement. La vente, la fabrication ou la distribution de tout matériel pornographique, y compris infantile, est interdite conformément aux lois prohibant l'atteinte aux « bonnes mœurs ». Les contrevenants sont passibles d'un an de prison et d'une amende pouvant atteindre 200 000 francs-Djibouti (1 130 dollars É-U).

Malgré les efforts de l'État pour empêcher les enfants vulnérables de traîner dans les rues et enjoindre les commerçants de ne pas permettre aux enfants d'entrer dans les bars et les boîtes de nuit, des informations crédibles ont fait état de cas de prostitution de mineurs sur la voie publique et dans les maisons de passe. Des enfants étaient soumis à l'exploitation sexuelle commerciale après être arrivés à Djibouti-ville ou le long de l'axe routier Éthiopie-Djibouti emprunté par les camions. La prostitution des enfants était parfois facilitée par des tiers, le plus souvent un enfant plus âgé ou un groupe d'enfants plus âgés.

Enlèvements internationaux d'enfants : Djibouti n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Antisémitisme

Si des statistiques exactes n'étaient pas disponibles, la communauté juive était estimée se composer de moins de 30 personnes, dont la majorité étaient des militaires étrangers en poste dans le pays. Aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État sur www.state.gov/j/tip.

Personnes handicapées

La Constitution n'interdit pas la discrimination contre les personnes handicapées, bien que le code du travail interdise la discrimination dans l'emploi à l'encontre de ces personnes. Le ministère de la Solidarité nationale et le ministère de la Promotion de la femme et du Planning familial avaient pour responsabilité spécifique de protéger les droits de ces personnes ; toutefois, la loi n'a pas été appliquée. Les pouvoirs publics n'ont pas exigé que les bâtiments ou les services publics soient accessibles aux handicapés et ces bâtiments étaient souvent inaccessibles. Les personnes handicapées avaient accès aux soins médicaux et à l'éducation, y compris l'éducation primaire, secondaire et supérieure.

Les autorités ont détenu des prisonniers handicapés mentaux dans des cellules séparées. Ils recevaient des traitements ou un suivi psychologiques minimes. Les familles pouvaient demander de faire interner en prison leurs proches malades mentaux. On ne connaissait pas les résultats de l'enquête officielle sur un incident survenu en 2012 pendant lequel la police a détenu et roué de coups un homme handicapé mental qui a ensuite succombé à ses blessures au commissariat central de la capitale (voir la section 1.c.).

Les personnes handicapées ont fait l'objet d'une discrimination sociétale. La Commission nationale des droits de l'homme a organisé des campagnes de sensibilisation et des ONG ont continué à organiser des séminaires et d'autres activités qui ont attiré l'attention sur la nécessité de renforcer les lois qui assurent une protection et d'améliorer les conditions de travail des personnes handicapées.

Minorités nationales/raciales/ethniques

La coalition au pouvoir comprenait tous les principaux clans et groupes ethniques du pays, des représentants des groupes minoritaires occupant également des fonctions importantes. Néanmoins, la discrimination sur la base de l'ethnicité a persisté dans le domaine de l'emploi et de la promotion professionnelle. Les Issas somalis, qui constituent le groupe ethnique majoritaire, contrôlaient le parti au pouvoir et dominaient la fonction publique et les services de sécurité, et le gouvernement a marginalisé la minorité Afar. La discrimination fondée sur l'ethnicité et l'appartenance à un clan se manifestait encore dans le monde des affaires et la vie politique.

Abus sociétaux, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

La loi criminalise toute conduite sexuelle consensuelle entre personnes du même sexe. Il n'existe pas de loi interdisant la discrimination pour protéger les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les transgenres (LGBT). Aucun cas de violence ou de discrimination sociétale basée sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle n'a été signalé. Les normes sociétales ne permettaient pas de débattre en public de l'homosexualité et en général les LGBT ne reconnaissaient pas ouvertement leur orientation sexuelle. Il n'existait pas d'organisation LGBT connue.

Autres formes de violence ou discrimination sociale

Aucun cas de violence ou de discrimination sociétale contre des personnes vivant avec le VIH-sida n'a été signalé.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La Constitution et la loi prévoient le droit de créer des syndicats indépendants et d'y adhérer, avec l'autorisation préalable du ministère du Travail. La loi prévoit le droit de grève sur dépôt d'un préavis. Le Code du travail autorise les négociations collectives et fixe les conditions de base d'accession aux conventions collectives. La loi interdit la discrimination contre les syndicats et exige la réintégration des employés licenciés pour activités syndicales par les employeurs.

Les lois et les pratiques gouvernementales ont limité ces droits de plusieurs façons. Selon l'Organisation internationale du travail, la procédure d'enregistrement des syndicats est longue et compliquée, ce qui donne au ministère du Travail un pouvoir discrétionnaire pratiquement illimité sur cet enregistrement. Le gouvernement demande également aux syndicats de se soumettre de nouveau à cette procédure d'approbation pour tout changement survenant dans les statuts ou la direction d'un syndicat. La loi prévoit la suspension du contrat de travail quand un employé exerce une fonction syndicale. Elle interdit aussi l'accès à tout syndicat en cas de toute condamnation (que celle-ci soit préjudiciable ou non à l'intégrité exigée pour exercer des fonctions syndicales). La loi confère au président de grands pouvoirs discrétionnaires pour interdire ou limiter sévèrement le droit de grève des fonctionnaires, en s'appuyant sur une longue liste de « services essentiels » qui peut dépasser les limites des normes internationales. De plus, le Code du travail ne s'applique pas aux personnes travaillant dans les zones franches d'exportation.

Le gouvernement n'a ni appliqué, ni respecté les lois applicables, y compris la loi sur la discrimination antisyndicale. Les moyens mis en œuvre pour faire appliquer les lois, y compris pour les inspections, n'étaient pas adéquats. L'Inspection du travail a engagé un nouvel inspecteur en mars, ce qui porte à quatre le nombre des inspecteurs du pays, mais cet organisme ne disposait ni des moyens ni des pouvoirs suffisants pour mener des inspections préventives régulières ou pour assurer le suivi de l'application des réglementations dans les cas antérieurs.

Les recours et les sanctions disponibles en cas de violations n'étaient pas suffisants pour empêcher les violations, particulièrement du fait du manque de mise en application.

Les pouvoirs publics ont également limité les capacités des syndicats d'inscrire des participants, compromettant ainsi leur capacité de fonctionner. Les deux syndicats civils non gouvernementaux avaient chacun un homologue nommé par l'État, que les dirigeants syndicaux appelaient des « syndicats fantômes ». Selon les dirigeants syndicaux, le gouvernement avait éliminé les syndicats représentatifs indépendants en décourageant tacitement les réunions syndicales et en encourageant les syndicats fantômes parrainés par l'État. Le gouvernement ne reconnaissait pas les syndicats civils non gouvernementaux et seuls les adhérents des syndicats approuvés par l'État participaient aux réunions syndicales internationales et régionales avec l'autorisation du gouvernement. L'Union djiboutienne du travail (UDT) a poursuivi ses activités à titre de syndicat civil sans être reconnue par l'État.

Des négociations collectives se sont parfois tenues et ont d'ordinaire abouti à des accords rapides. Le Conseil national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a examiné toutes les conventions collectives et a joué un rôle consultatif dans leur négociation et leur application. Il comprenait des représentants des syndicats, du patronat et des pouvoirs publics.

Les travailleurs ont exercé le droit de grève et, de temps en temps, n'ont pas tenu compte de l'obligation de déposer un préavis de grève. Les employés contractuels djiboutiens de la base militaire étrangère du Camp Lemonnier se sont mis en grève en juin lorsque le contrat de soutien du fonctionnement de la base a été confié à un nouveau fournisseur. Le nouveau contrat prévoyait la réduction des effectifs et des salaires. Plusieurs hauts responsables gouvernementaux – dont des ministres – ont pris la tête des négociations avec la société sous-traitante et le gouvernement étranger. L'association locale des travailleurs n'a pas participé directement aux négociations, bien que le gouvernement lui ait demandé des avis informels. À l'issue des négociations, tous les employés djiboutiens ont gardé leur travail.

En cas de litiges sur les salaires, l'hygiène ou la sécurité, le ministère du Travail a encouragé le règlement direct des problèmes par des représentants des travailleurs choisis par les pouvoirs publics et les employeurs. Les employés ou les employeurs pouvaient demander une audition administrative officielle devant l'Inspection du travail.

Aucun cas n'a été signalé de refus d'employeurs de négocier avec les syndicats choisis par les travailleurs ou d'employeurs ayant évité d'engager des travailleurs ayant droit aux conventions collectives.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, mais sa mise en application n'a pas éliminé ou empêché le travail forcé. Des Djiboutiens et des migrants se trouvant à Djibouti étaient soumis à des conditions de travail forcé, notamment en tant que travailleurs domestiques à Djibouti-ville et le long de l'axe routier Éthiopie-Djibouti emprunté par les camions. Des enfants des rues, y compris des enfants djiboutiens, étaient forcés de mendier par leurs parents ou d'autres adultes de leur famille. Des enfants risquaient également de devoir faire du travail forcé

en tant que travailleurs domestiques et étaient obligés de commettre des délits mineurs, comme des vols (voir la section 7.c.).

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État sur www.state.gov/j/tip.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler

La loi interdit totalement le travail et l'emploi d'enfants de moins de 16 ans. L'application par les pouvoirs publics de la législation sur le travail des enfants a été inefficace. Le ministère du Travail est chargé de surveiller les lieux de travail et d'empêcher le travail des enfants, mais la pénurie d'inspecteurs du travail, de véhicules et d'autres ressources a entravé les enquêtes sur le travail des enfants. Il n'existait aucun programme gouvernemental pour faire appliquer les conclusions des travaux des inspecteurs.

Le travail des enfants, y compris les pires formes de travail des enfants, existait dans tout le pays. Des enfants vendaient du khat, un hallucinogène autorisé par la loi locale. Les entreprises familiales, comme des restaurants et de petits commerces, employaient des enfants à toute heure. Les enfants participaient aussi à tout un éventail d'activités : cirage de chaussures, lavage et gardiennage de voitures, vente d'articles divers, travail d'employés de maison, dans l'agriculture de subsistance et dans l'élevage, ainsi que dans d'autres activités du secteur informel. Des enfants des deux sexes travaillaient comme employés de maison.

Veillez également consulter les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail sur www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm.

d. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum national était de 35 000 francs-Djibouti (198 dollars É-U) par mois pour les employés du secteur public. La loi ne fixe pas de salaire minimum pour le secteur privé. Elle prévoit que des salaires minimums seront établis d'un commun accord entre les employeurs et les employés. Selon les statistiques gouvernementales, 79 % de la population vivait dans une pauvreté relative. La durée légale du travail hebdomadaire est de 48 heures sur six jours en général, une limite qui s'applique aux employés quel que soit leur sexe ou leur nationalité. La loi exige un repos hebdomadaire de 24 heures consécutives et le paiement des heures supplémentaires. Elle limite le nombre des heures supplémentaires obligatoires à un maximum de cinq par semaine. Elle prévoit des congés payés. Le gouvernement fixe les normes en matière d'hygiène et de sécurité au travail. Aucune législation ni réglementation ne permet aux employés de refuser d'effectuer les travaux dangereux auxquels ils sont affectés sans risquer de perdre leur emploi.

Le ministère du Travail est responsable de l'application des normes de santé et de sécurité au travail, des salaires et de la durée du travail ; toutefois, les ressources affectées à l'application étaient insuffisantes, et cette dernière était dépourvue d'effets. Les données concernant les inspections n'étaient pas disponibles. Les employés de toutes les industries ou secteurs se sont parfois trouvés dans des conditions de travail dangereuses, en particulier dans le secteur du

bâtiment. Toutefois, ils ont rarement protesté de peur que d'autres, prêts à prendre ces risques, ne prennent leur place. Selon l'Inspection du travail, en général les travailleurs signalaient des violations uniquement lorsqu'ils avaient été renvoyés. Aucune donnée crédible sur les décès liés au travail et les accidents du travail n'était disponible.